

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRENNTAG Midi-Pyrénées

1038, avenue des Terres Noires
BP 17
81370 Saint-Sulpice-La-Pointe

Références : 81-CRARC-2025-152
Code AIOT : 0006802620

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement BRENNTAG Midi-Pyrénées implanté 1038, avenue des Terres Noires BP 17 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe. L'inspection a été annoncée le 03/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le contexte d'une action nationale relative aux évolutions réglementaires apportées suite à l'accident survenu à Rouen en 2019. Ces évolutions se placent dans le plan d'action dit « post-Lubrizol », visant à mieux anticiper une situation accidentelle. Cette visite a permis de traiter le volet des premiers prélèvements environnementaux à réaliser au plus tôt après le début d'un incendie (phase d'urgence et phase de suivi immédiat), à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement.

Le site de BRENNTAG Midi-Pyrénées situé à Saint-Sulpice-la-Pointe relevant du statut Seveso seuil

haut, l'exploitant est désormais tenu :

- de faire figurer dans l'étude de dangers et dans le plan d'opération interne (POI) la stratégie permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux post incident ;
- d'avoir adressé au préfet la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.

L'inspection a également porté sur le respect de l'échéance du 30 septembre 2025 figurant dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 novembre 2024 concernant la mise en place d'une nouvelle première mesures de maîtrise des risques [MMR] sur les cuves d'acides et d'alcali lors des opérations de dépotage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG Midi-Pyrénées
- 1038, avenue des Terres Noires BP 17 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe
- Code AIOT : 0006802620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

BRENNTAG France est une filiale du Groupe BRENNTAG, spécialisé sur le marché mondial de la distribution de produits chimiques. Le siège social de la société BRENNTAG S.A. est situé à Chassieu en région lyonnaise. Cette société dispose de nombreux établissements secondaires (dépôts) répartis sur l'ensemble du territoire national, parmi lesquels on compte 8 Seveso seuil haut et 5 Seveso seuil bas.

L'établissement de stockage et de conditionnement de produits chimiques, situé sur la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe, est exploité sous l'enseigne BRENNTAG Midi-Pyrénées. Ces produits relèvent de trois grandes familles : chimie minérale (acides, bases), solvants organiques inflammables, glycols. L'établissement procède à la réception, au stockage, éventuellement au reconditionnement et au transport des produits à destination de ses clients.

Le site est organisé en différentes zones, en fonction de la nature des produits stockés :

- une zone de stockage en réservoirs enterrés et de conditionnement de solvants inflammables ;
- une zone de stockage et conditionnement des glycols ;
- une zone de stockage et conditionnement de produits corrosifs acides ou basiques ;
- un entrepôt comportant une zone de stockage de produits alimentaires et de produits solides inertes, ainsi que des produits corrosifs acides ou basiques ;
- deux cellules de stockage de produits toxiques et très toxiques ;
- une cellule de stockage de produits comburants et de peroxydes.

Les installations exploitées par la société BRENNTAG S.A. sont implantées sur un terrain d'une superficie de 2 ha environ, situé dans la zone industrielle des Terres Noires sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe.

Ce site industriel est soumis à autorisation au regard de la nomenclature des installations classées et relève du statut Seveso seuil haut. L'exploitation du site a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2001 complété par les arrêtés complémentaires du 20 juin 2007, 2 avril 2015, 4 juillet 2017, 28 juin 2018, 13 août 2018, 24 avril 2020, 22 mai 2023 et 23 avril 2024.

Avant la modification de la nomenclature par décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 prenant en compte la directive Seveso III et créant les rubriques 4xxx, le site était classé Seveso seuil bas en raison du stockage de substances très toxiques (en particulier solide : rubrique 1111.1).

Depuis, ce site relève du statut Seveso seuil haut, par application de la règle de cumul seuil haut pour les substances ou mélanges dangereux présentant des mentions de danger pour l'environnement (Sc). L'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juillet 2017 est venu acter cette situation.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande d'action corrective	1 mois
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Mesures de maîtrise des risques	AP Complémentaire du 05/11/2024, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site BRENNTAG Midi-Pyrénées, classé Seveso seuil haut, dispose :

- d'une étude de dangers autoportante mise à jour en novembre 2024 intégrant une annexe relative à l'identification et à la hiérarchisation des produits de décomposition émis en cas d'incendie (document daté du 10/10/2024) ;
- d'un plan d'opération interne (POI) mis à jour en avril 2025 intégrant un plan de

prélèvements environnementaux post incident (document daté du 17/03/2025).

Par ailleurs, le site a engagé des actions visant à mettre en place une nouvelle première mesure de maîtrise des risques sur les cuves d'acides et d'alcali lors des opérations de dépotage. Ces actions devraient être finalisées d'ici début février 2026.

Toutefois, l'inspection a relevé 4 non conformités (points de contrôle n° 1, 3, 4 et 7) pour lesquelles des justificatifs/actions correctives peuvent rapidement être transmis/réalisées par l'exploitant. Une demande (point de contrôle n°5), sans constat de non-conformité, a également été formulée par l'inspection. Une lettre de suite en ce sens est adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Le jour de l'inspection, la DREAL possédait une version du plan d'organisation interne (POI) actualisé au 18 avril 2025 (version n° 7). Cette mise à jour intègre une fiche d'intervention en cas d'incendie sur l'aire de stockage extérieure des liquides inflammables en conditionnés, fiche exigée suite à l'inspection du 10 mars 2025. En revanche, la version "papier" disponible sur le site et présentée par l'exploitant est la version 6 en date du 17 mars 2025. Par ailleurs et suite à l'inspection POI inopiné réalisée le 2 octobre 2024, l'exploitant a : <ul style="list-style-type: none">• installé deux nouveaux canons fixes à mousse situés au niveau de l'aire de dépotage des liquides inflammables. Ces canons sont positionnés en dehors des flux thermiques de 5 kW/m² ; flux thermiques réévalués selon une nouvelle modélisation FLUMilog. Ces modifications doivent être intégrées dans l'étude de dangers et le POI devra être mis à jour en conséquence.• revu son schéma d'alerte. Ainsi, la fiche réflexe F.5.1 "Alerte standard" du POI doit être mise à jour afin d'intégrer l'astreinte nationale BRENNTAG.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour, à chaque nouvelle version, l'exemplaire "papier" du POI disponible sur le site. Dans un délai n'excédant pas un mois, l'exploitant transmettra à l'inspection la mise à jour :

<p>Dans un délai n'excédant pas un mois, l'exploitant transmettra à l'inspection la mise à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> de l'étude de dangers autoportante intégrant les modifications réalisées sur le terrain (installation de nouveaux canons à mousse) et celles relatives à la nouvelle modélisation des flux thermiques en cas d'incendie sur l'aire de dépotage des liquides inflammables ; du POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant teste régulièrement son POI dans le respect des fréquences réglementaires. Le dernier exercice POI a été réalisé le 19 septembre 2025 avec le concours de la société A2SP, spécialisée dans les services de sécurité et de surveillance, et a fait l'objet d'un compte-rendu qui a été partagé avec l'inspection le jour de la visite. Celui-ci n'appelle pas d'observation particulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</p> <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - [...]
<p>Constats :</p> <p>Le plan de prélèvements environnementaux post incident figurant dans le POI est le rapport intégral du Bureau VERITAS en date du 17 mars 2025. Le protocole de mesure retenu est</p>

principalement bâti à partir des documents suivants :

- l'étude de dangers du site ;

- les rapports et guides de l'INERIS relatifs à la stratégie de prélèvements et d'analyses à réaliser suite à un accident technologique, au recensement des substances toxiques, à la caractérisation de l'état des milieux sols, eaux et végétaux dans l'environnement des installations industrielles, à la surveillance dans l'air autour des installations classées ;

- le guide de l'UFCC relatif aux produits de décomposition dans les secteurs du stockage et de la logistique pour définir la liste des substances à rechercher lors des premiers prélèvements environnementaux. Ce choix est justifié par la nature de l'activité, qui relève davantage de la logistique que de la chimie pure : le site effectue principalement des opérations de reconditionnement et de dilution, sans mise en œuvre de procédés complexes.

L'étude de dangers (annexe 10) recense 14 produits de décomposition (HCl, HBr, HF, SO₂, HCN, NO_x, Dioxine/Furanes/PCB, métaux, poussières, aldéhydes, CO₂, CO, HAPs, COVt) identifiés à partir du seul scénario d'incendie de la zone de conditionnement et de stockage des solvants inflammables.

Cependant, l'entrepôt de stockage des produits divers comprend une toiture constituée de plaques d'amiante-ciment. En cas d'incendie généralisé de cet entrepôt (un des scénarios majorants figurant dans l'étude de dangers) des particules d'amiante sont susceptibles d'être émises dans l'atmosphère.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'avis ministériel du 1er décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant affinera la liste des types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.).

L'exploitant s'appuiera sur tous les scénarios d'incendie qui ont fait l'objet d'une caractérisation des distances d'effets (thermiques, toxiques ou de surpression) dans son étude de dangers, que ces dernières dépassent ou non les limites du site.

Les compléments à l'étude de dangers seront apportés dans un délai n'excédant pas 1 mois. Le POI sera mis à jour en conséquence suivant le même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- [...]

L'exploitant justifie de la disponibilité [...] des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. [...]

Constats :

Le POI complété tel qu'explicité au point de contrôle n°3 comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, et détaille les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux.

Pour les matrices "air", "prélèvements surfaciques", "sols" et "végétaux", le protocole de mesure qui sera appliqué en cas d'incident/accident est basé sur les préconisations du document de référence de l'INERIS et reprend par série de mesure une approche en 12 points : 1 point sur site, 3 points de référence et 8 points sous le panache.

Au total, 31 zones de prélèvements ont été identifiées afin de tenir compte d'un scénario sans vent et de deux scénarios avec vent (vent venant du ouest/nord-ouest ou vent venant du sud-est). Les méthodes de mesure et d'analyse sont identifiées. Les moyens utilisés pour chaque matrice sont les suivants :

- "air" : capteurs électrochimique ou optique, tubes passifs, pompes de prélèvement, sacs tedlar pour les COV ;
- "prélèvements surfaciques" : 4 lingettes par point de prélèvement + 1 blanc ;
- "sols" : 2 prélèvements de sols par point de prélèvement conditionnés dans des pots en verre ;
- "végétaux" : prélèvements de végétaux à hauteur de 3 sachets de 200 g minimum par point de prélèvement.

Pour la matrice «eau», les polluants à rechercher sont identifiés mais les points de prélèvements ne sont pas définis. Aucune explication n'est fournie sur la pertinence des polluants à rechercher (pH, MES, DCO, DBO₅, azote total, chlorures, phosphore, HCT, AOX, COHV, métaux, HAP, dioxines/furannes/PCB), ni sur le protocole d'échantillonnage associé aux prélèvements à effectuer dans les eaux d'extinction incendie, les eaux superficielles et les eaux souterraines.

Le POI prévoit que les prélèvements soient réalisés sur le terrain exclusivement par l'organisme habilité avec ses propres équipements de prélèvement et engagés sur un délai d'intervention à 4h maximum.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai n'excédant pas un mois, l'exploitant affinera son plan de prélèvements environnementaux pour la matrice «eau» afin de :

- définir les points de prélèvements ;
- justifier la pertinence des polluants à rechercher (pH, MES, DCO, DBO₅, azote total,

<p>chlorures, phosphore, HCT, AOX, COHV, métaux, HAP, dioxines/furannes/PCB) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> préciser le protocole d'échantillonnage associé aux prélèvements dans les eaux superficielles, souterraines ainsi que les eaux d'extinction incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan d'opération interne précise : [...]</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes [...] dans des délais adéquats en cas de nécessité. [...] Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI précise qu'une fois le processus de prélèvement lancé par la cellule de crise, les prélèvements et mesures sont confiés exclusivement aux personnels de l'organisme habilité selon le contrat établi, avec un délai d'intervention maximum contractualisé à 4h. A ce titre, l'exploitant dispose d'un contrat le liant avec l'organisme habilité en date du 14 mars 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant examinera, avec son prestataire, la possibilité de réduire le délai d'intervention, en retenant un objectif de délai maximum de l'ordre de 3 heures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis à jour l'étude de dangers du site en intégrant l'annexe 10 relative à l'identification et la hiérarchisation des produits de décomposition émis en cas d'incendie. L'étude de dangers mise à jour a été transmise à l'inspection par courrier électronique en date du 14 mars 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mesures de maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/11/2024, article 1er</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le délai de mise en place de la première mesure de maîtrise des risques pour les transferts vers les cuves d'acide et d'alcali sur le site de BRENNTAG Midi-Pyrénées à Saint-Sulpice-la-Pointe, fixé par les dispositions de l'article 8.5.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 août 2018 est prorogé jusqu'au 30 septembre 2025.</p> <p><i>Extrait des dispositions de l'article 8.5.4 :</i></p> <p><i>L'exploitant met en œuvre des mesures de maîtrise des risques techniques lors des transferts de produits dans les cuves d'hypochlorite de sodium ainsi que dans les cuves d'acides (chlorhydrique, sulfurique, nitrique, formique, acétique, phosphorique) et d'alcali, permettant la détection précoce de la formation d'un mélange incompatible et l'arrêt automatique du dépotage.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>Deux mesures de maîtrise des risques techniques, distinctes et indépendantes, sont mises en place pour le transfert de produits vers les cuves d'acides et d'alcali.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>Les prescriptions du présent article sont mises en oeuvre selon l'échéancier suivant :</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>- mise en place d'une première mesure de maîtrise des risques pour les transferts vers les cuves d'acide et d'alcali sous 6 mois à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral [NDLR : prorogé jusqu'au 30 septembre 2025] ;</i></p> <p><i>[...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des faits :</u></p> <p>Fin 2023, l'INERIS a rendu les conclusions d'une expertise qu'il a menée sur l'évaluation d'une barrière de sécurité similaire à celle se trouvant sur toutes les cuves de stockage de la zone "chimie minérale" du site Brenntag de Saint-Sulpice-La-Pointe. Ce rapport a conclu au fait que la partie opérateur de cette barrière ne pouvait pas être valorisée comme une mesure de maîtrise des risques technique.</p> <p>Compte tenu des conclusions de l'INERIS transposables au site de Saint-Sulpice-La-Pointe, l'inspection a donc constaté que pour les scénarios conduisant à l'accident majeur DISP-CL2-B, une seule barrière de sécurité valorisable comme une mesure de maîtrise des risques technique est installée sur les 6 cuves d'acide et la cuve d'alcali. Cet écart a fait l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 novembre 2024 obligeant l'exploitant à installer une nouvelle première</p>

MMR sur les cuves d'acides et d'alcali lors des opérations de dépotage au plus tard pour le 30 septembre 2025.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que cette nouvelle première MMR n'était toujours pas installée. Dans un courrier en date du 3 octobre 2024, l'exploitant précisait :

- qu'une évolution d'une barrière existante, issue d'une adaptation d'une barrière de sécurité de type "Workflow" déjà installée sur un autre site de la société BRENNTAG, était à l'étude. La version initiale de cette barrière de sécurité de type "Workflow" a fait l'objet d'un rapport d'évaluation par l'INERIS daté du 11 janvier 2023. Ce rapport précise que cette barrière est une Barrière à action Manuelle de sécurité, ou encore barrière de pré-dérive ou de vérification (au sens de la circulaire du 10 mai 2010). Elle répond aux critères de performances d'une MMR et peut donc être valorisée en tant que telle dans l'étude de dangers avec un niveau de confiance de 1. Cette MMR peut également être considérée comme équivalente à une MMR Technique ;
- que cette nouvelle barrière ne serait mise en œuvre sur le site de Saint-Sulpice-la-Pointe qu'après une nouvelle évaluation par l'INERIS, ce qui pourrait engendrer un peu de retard.

En effet et malgré de nombreuses relances faites par l'exploitant à partir de décembre 2024 pour contractualiser avec l'INERIS, aucune offre ne leur est parvenue au cours de l'hiver. Ainsi, en avril 2025, l'exploitant a sollicité l'appui de la DREAL Occitanie pour fluidifier le processus de contractualisation. L'offre de l'INERIS, validée par l'exploitant, a été actée en mai 2025. Le rapport de l'INERIS en date le 3 octobre 2025 précise que le principe d'équivalence technique de ce système est maintenu mais que l'évaluation de la performance globale de la barrière "Workflow", conformément aux prescriptions réglementaires (indépendance, efficacité, temps de réponse, niveau de confiance et maintien dans le temps), devra être démontrée lors de la mise en œuvre sur site. Par ailleurs, ce rapport fait mention de constats non bloquants que l'exploitant devra lever lors de la mise en place sur le site de Saint-Sulpice-la-Pointe. Ces constats sont repris dans la partie confidentielle du rapport d'inspection.

Ainsi, l'exploitant a pu concrétiser son appel d'offres et signer la proposition technique et commerciale avec la société chargée de l'installation de cette nouvelle barrière le 13 octobre 2025. L'échéancier prévisionnel détaillé transmis par l'exploitant prévoit un déploiement et une mise en production de la solution Workflow pour le lundi 2 février 2026.

Cependant et conformément aux conclusions de l'INERIS, il appartiendra à l'exploitant de démontrer que la barrière technique, qui sera mise en œuvre sur le site de Saint-Sulpice-la-Pointe, pourra être valorisée en tant que mesure de maîtrise des risques technique afin d'exclure les phénomènes dangereux conduisant à un accident majeur lié à un mélange incompatible acide-Javel ou Javel/acide de la maîtrise de l'urbanisme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier que :

- les constats non bloquants relevés par l'INERIS seront levés préalablement à l'installation de la barrière technique workflow ;
- cette barrière technique workflow peut être valorisée en tant que MMR technique au regard des exigences réglementaires figurant à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

De plus, l'exploitant mettra à jour l'étude de dangers du site et notamment l'annexe 16 relative au

diagramme papillon des phénomènes dangereux DISP-CL2-A et DISP-CL2-B. Cette étude de dangers mise à jour autoportante sera transmise à l'inspection avant le 31 décembre 2025. Compte tenu de l'échéancier présenté par l'exploitant et de la contractualisation de l'offre au 13 octobre 2025, l'inspection ne propose pas de mise en demeure sur le fondement de l'article L.171-8 du code de l'environnement. L'exploitant devra néanmoins informer régulièrement l'inspection de l'état d'avancement du projet. A ce titre, il fera un point précis aux dates suivantes :

- 15 décembre 2025 ;
- 15 janvier 2026 ;
- 2 février 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois